

## À la tête d'un centre de recherche et de réflexion sur la transition, un sujet qui semble figé en Tunisie, Ghali nourrit l'espoir que ce pour quoi tant de Tunisiens se sont battus en 2011 ne sera pas perdu.

Entretien avec *Amine Ghali* par *Carla Fibla*

# « LE SYSTÈME SE NOURRIT DE L'ÉNORME RADICALISATION »

Il n'est pas facile de reconnaître la Tunisie d'aujourd'hui. L'évolution de la politique du pays depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel président, Kaïs Saïed, a été marquée par des événements, des décisions et des mesures qui ont relégué au second plan les valeurs et la capacité de débat et d'opinion, qui faisaient jusqu'à présent partie de l'ADN de cette société maghrébine. Le retournement politique s'est produit sans que ceux qui ont voté pour Saïed, lassés de la corruption, du clientélisme et de l'ambition de pouvoir de la classe politique, aient pu assimiler le fait que la figure pragmatique, en laquelle ils avaient placé leur confiance, les a ramenés en arrière, rétablissant des pratiques de répression arbitraire et d'absence de liberté d'expression, et obligeant apparemment à figer leurs revendications et leurs préoccupations.

La villa ou maison basse qui abrite le siège du Centre Al Kawakibi pour la transition démocratique (KADEM), est grande et quelque peu délabrée. Dans la salle de réunion, on trouve des affiches annonçant des activités qui ont eu lieu il y a des années et du matériel qui prend la poussière, comme si les rencontres populaires ne faisaient plus

partie de leur routine. En revanche, la bibliothèque, avec ses volumes sur la politique nationale et régionale, rappelle la force avec laquelle ce petit pays d'Afrique du Nord a montré l'exemple et entraîné des puissances arabes aussi imposantes que l'Égypte, le Yémen et la Libye, à mettre fin aux dictateurs et aux régimes qui les avaient opprimés pendant des décennies.

Nous nous sommes entretenus avec son directeur, Amine Ghali, même s'il est conscient du fait que parler franchement de ce qu'il pense pourrait le conduire en prison.

### Comment la Tunisie en est-elle arrivée là, aujourd'hui ?

La révolution est née d'une frustration politique qui avait toujours existé. À l'époque de Zine el Abidine Ben Ali, qui n'était pas un démocrate, il y a eu une crispation économique en 2006 et 2007, qui s'est greffée sur la crispation politique, ce qui a conduit les gens à commencer à manifester, à descendre dans la rue et à se révolter contre la situation économique. Comme il n'y avait pas de base politique solide, le changement de régime a été

relativement facile entre 2010 et 2011 : Ben Ali a décidé de partir rapidement par rapport à d'autres pays. À l'époque, les espoirs et les aspirations en matière de démocratie étaient très élevés. Mais nous avons été surpris par la popularité d'Ennahda, le seul parti représentant la tendance islamiste, alors que le mouvement démocratique, avec un soutien probablement similaire mais divisé, n'a pas réussi à s'organiser.

### C'est ainsi qu'Ennahda est arrivé au pouvoir lors des élections de 2011.

Ennahda a d'abord eu un projet islamique non démocratique, qui a duré deux ans, luttant pour des mesures politiques, afin de résoudre les tensions économiques. Nous nous trouvons dans la situation actuelle parce que pendant 10 ans, nous n'avons pas abordé le volet économique, aucune solution n'a été proposée au modèle de Ben Ali, dans lequel des aspects tels que les droits des travailleurs, les salaires... étaient déjà négligés. Après les assassinats politiques de 2012 et 2013, et la violente répression contre les islamistes en Égypte, il y a eu un changement au sein d'Ennahda, qui s'est rendu compte

Amine Ghali, président du Centre Al Kawakibi pour la transition démocratique (KADEM)/c.f.



que l'environnement n'était pas très propice à un État islamiste, et qui est donc entré dans un jeu politique pour élaborer une Constitution et un cadre juridique relativement satisfaisant.

### **Était-ce une période de véritable transition en Tunisie ?**

Oui, ce qui a permis la transition démocratique durant les 10 années suivantes, c'est le travail de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, créée le 15 mars 2011 et présidée par Yadh Ben Achour, qui a écrit en sept mois, les lois de la transition démocratique, les décrets sur les élections, défini le rôle de la société civile, des médias, fait des allusions à la corruption, les conditions de la formation des partis politiques.... Toutes les lois régissant la vie démocratique, ce qui, selon certains analystes, est une garantie par rapport à d'autres pays qui ont connu une révolution au début du siècle.

### **C'était l'heure des hommes politiques.**

Avec l'arrivée d'Ennahda et de Mohamed Béji Caïd Essebsi au cours des deux premières années qui ont suivi la « révolution du jasmin », il y a eu une tentative de changer les lois. Ils l'ont fait avec des lacunes, mais l'essentiel est resté plus ou moins le même et ils n'ont

pas réussi à l'améliorer. Malgré cela, cet ensemble de lois a permis de garantir la vie démocratique. Avec la nouvelle Constitution, le parti Nidaa Tounès est apparu comme une alternative progressiste à Ennahda, mais il a fini par s'allier au pouvoir islamiste et rien n'a avancé. Il n'y a pas eu d'améliorations politiques, il y a eu des problèmes de succession, et Ennahda n'était pas très content de s'être allié avec l'ennemi progressiste, l'ennemi d'hier. En 2016 ou 2017, nous sommes entrés dans la chute de la dynamique réformatrice d'un pays en transition.

### **Le désenchantement n'intervient que cinq ans après la révolution ?**

Oui, parce que les gens étaient mécontents de la politique. Les élections de 2018 ont montré la colère des gens contre la classe politique. Ennahda a vu son électorat se réduire drastiquement, les autres partis ont disparu, tout comme l'émergence de deux pôles démocratiques. Qalb Tounès, basé sur le clientélisme et les promesses avec Nabil Karoui, corrompu notoire, contre la coalition Al Karama, qui étaient les jeunes en colère, des radicaux qui n'aimaient pas la politique et allaient à l'encontre de tout. Il y a également eu un retour d'éléments du passé, de l'ancien régime, comme Abir Moussi. C'était un mélange explosif de gens très en colère, de membres de l'ancien régime et de corrompus, qui se sont tous présentés aux élections législatives.

### **C'est ainsi que Kaïs Saïed, un technocrate sans parti, est arrivé au pouvoir.**

La classe politique a été punie en élisant un *outsider*, car Kaïs Saïed n'appartenait à aucun parti. Il apparaît comme un possible président puritain, profitant de l'extrême confrontation des élections législatives. De plus, il est arrivé à un moment complexe, en raison des conséquences économiques de la crise de la Covid-19. Le mécontentement général lui a ouvert la voie pour intervenir de manière autoritaire. Il a profité du fait que le pouvoir judiciaire continuait à plaider en faveur de la poursuite de la violence, sans s'être réformée, ni avoir évolué, que nous avons encore un cadre juridique pénal de l'ère Ben Ali, un régime répressif, que les libertés économiques n'existaient pas, et que les libertés individuelles étaient encore restreintes.

### **Qu'est-ce qui a mal tourné après la révolution de 2011 ?**

La population n'a pas perçu de changement social, certaines choses ont été bien faites en 2011 et 2012, mais une transition a besoin de réformes pour montrer que les choses avancent. Le fait de ne pas avoir donné une chance à la transition et le fait que les gens n'aient pas eu une plus grande confiance dans la démocratie, ont ouvert la porte à Saïed et lui ont permis de prendre les rênes du pays en

## « Saïed a su jouer la carte du populisme en Tunisie, l'adapter à la réalité tunisienne, sans vraiment avoir d'intelligence politique »

se déclarant le sauveur de cette crise multidimensionnelle.

### **La Tunisie est-elle en 'dé-transition', parcourant le chemin inverse de la transition ?**

Il y a quelque chose dans cette crise économique et politique, une nostalgie du passé, même quand on est en transition. On entend dire que la vie était meilleure sous Ben Ali, et c'est peut-être un défaut arabo-musulman, cette obsession du leader, du prophète, du calife, avec laquelle tous les présidents ont joué dans les années 1970. Depuis l'indépendance, la figure du président-sauveur est apparue, avec Gamal Abdel Nasser comme initiateur, et jusqu'à Mouammar Kadhafi, Hosni Moubarak, Ben Ali, Habib Bourguiba, Hafez al-Assad, ceux qui affirment : « Je suis celui qui fait avancer la nation ». Cette perception existe, en particulier dans la génération qui a vécu l'époque de Ben Ali et qui conserve la nostalgie d'un homme fort à la tête du pays. L'idée que les responsables ne pouvaient pas être définis et que l'on ne pouvait pas exiger de responsabilités au plus haut niveau a également perduré. Le citoyen tunisien moyen, qui suivait peu la vie politique, ne pensait pas que Ben Ali était responsable de quoi que ce soit, ni Bouteflika en Algérie, mais que c'étaient les députés, les partis politiques, qui décidaient et avaient une responsabilité partagée. Et maintenant, c'est la figure du sauveur Kaïs Saïed, qui n'a jamais dit qu'il allait détruire la démocratie, qui le fait en suspendant le Parlement, la Constitution, en révoquant des parlementaires, des

juges... il l'a fait progressivement.

Il y a une tendance à la baisse de sa popularité, mais on ne peut pas nier que Saïed a su jouer la carte du populisme en Tunisie, l'adapter à la réalité tunisienne, sans vraiment avoir d'intelligence politique.

### **Pourquoi pensez-vous qu'il manque d'intelligence politique, s'il a réussi à s'imposer ?**

Selon moi, son intelligence politique est limitée. Nous avons ce que nous avons, peut-être que certains aimeraient avoir quelqu'un de plus fort, et c'est pourquoi l'appel à la responsabilisation des citoyens reste d'actualité. Mais c'est peut-être à cette partie de la population qui souhaite un homme encore plus fort que le président s'accroche, en répondant à cet appel. Le Saïed d'aujourd'hui n'est pas le Saïed de septembre ou d'octobre 2021. Après son coup d'État, il n'était radical qu'avec certains hommes politiques, mais aujourd'hui le système est plus radical envers l'ensemble de la société politique, la société civile, les médias, les syndicalistes ; le système se nourrit de cette énorme radicalisation.

### **Pensez-vous que la Tunisie se dirige vers une dictature ?**

Nous nous dirigeons vers une dictature plus affirmée, parce que parfois une dictature ne peut pas rester *soft*, en tenant compte du fait que le peuple l'acceptera ou non. Ce sera une dictature radicale car, pour l'instant, nous sommes dans le syndrome de la grenouille ébouillantée qui, lorsqu'on la jette

directement dans l'eau chaude, saute, mais qui, lorsqu'on la met dans l'eau et qu'on la chauffe petit à petit, accepte jusqu'à ce qu'elle meure ou qu'elle soit paralysée. Malheureusement, nous en sommes là. Pourtant, je suis convaincu que la situation pourrait tourner du fait de la conjoncture économique. Le risque d'une chute encore plus importante de la situation financière est inévitable et il est possible que la population découvre alors que, malheureusement, cette fable populiste ne paie pas les factures. Le jour où nous nous rendrons compte que nous vivons dans une fable, la réalité remettra en cause le radicalisme de Saïed. Et cela doit coïncider avec un calendrier électoral qui reflète la colère du mécontentement de la population.

### **Comment décririez-vous le président tunisien ?**

Tout en lui est ambigu. Son machiavélisme politique consiste à avoir un plan et à l'appliquer petit à petit. Il n'a jamais dit qu'il fermerait le Parlement, il a dit que ce serait temporaire ; il n'a jamais dit qu'il changerait la Constitution, il a même mené une consultation dont il est ressorti qu'on ne voulait pas changer la Constitution, mais seulement de la réviser, et malgré cela, il l'a changée. Il a probablement un plan pour les prochaines élections. Je pense qu'il se voit dans une supra compétition humaine. Il a dit qu'il respecterait le calendrier, mais lequel ? Le calendrier de la nouvelle Constitution, dans lequel il a mis le compteur à zéro ? Va-t-il s'octroyer deux mandats supplémentaires ? Puis il a assuré qu'il ne confierait pas le pays à ceux qui ne savent pas le protéger, donc il exclura probablement des concurrents potentiels parce qu'il les considère comme contraires aux intérêts de la Tunisie.

### **Sa popularité est-elle vraiment en train de baisser ?**

Au début, il avait le soutien du peuple et d'une grande partie de l'élite du pays, ceux qui étaient informés, les personnes influentes, mais il a perdu une partie de cette base populaire et de presque toute l'élite. Je ne pense pas que qui que ce soit d'informé soutienne le président, ni avocats, ni journalistes, ni hommes d'affaires... ni les économistes qui défendent leurs intérêts. Ils considèrent

**« Le risque d'une chute encore plus importante de notre situation financière est inévitable et il est possible que la population découvre alors que, malheureusement, la fable populiste ne paie pas les factures »**

que le système de Saïed n'est pas viable. Lors des élections de 2011 et 2014, malgré toute la cacophonie, il y a eu un taux de participation entre 40 % et 60 %, une bonne partie de la société s'est impliquée dans le processus. Aujourd'hui, avec un taux de participation de 10 %, cela signifie que les gens ne s'approprient pas le système parce qu'on leur impose des solutions qui n'atteignent pas la société, et la société ne les partage pas non plus. L'administration a isolé la société civile. Il s'agit de deux mondes parallèles dans lesquels ils ont le pouvoir institutionnel et décisionnel sur nous, mais cela rend leurs décisions volatiles et elles ne restent pas dans la société.

### **Cette situation est aggravée par les difficultés de l'opposition politique.**

Les partis politiques sont dans une situation difficile. Ceux qui sont dans l'opposition de survie, Ennahda, Attayar Chaabi, la coalition des Cinq ; ceux qui ont disparu, Nidaa Tounès, Qalb Tounès... leurs leaders sont partis, ils se taisent de peur d'être arrêtés pour des affaires passées. Il y a le Parti destourien libre (PDL), avec Moussi, qui attend que le temps passe pour se positionner à la chute de Saïed et émerger comme le parti solide, comme une alternative. Et puis il y a les nouvelles formations, les nouvelles coalitions qui soutiennent le président, le Parti nationaliste, le Mouvement du 25 juillet, opportunistes politiques qui ont toujours été là, y compris Attayar Chaabi, le seul parti qui existait avant le 25 juillet et qui continue à soutenir Saïed.

### **Un dialogue national est-il possible dans la Tunisie d'aujourd'hui ?**

Le président a toujours dénigré ce dialogue national, parce qu'il n'est pas quelqu'un qui dialogue. Mais c'est une plateforme qui réunit ceux qui croient encore à une transition démocratique, des représentants de la société civile, des syndicalistes, des universitaires, un espace de réflexion. L'objectif est de montrer qu'il y a une alternative, que l'option de Saïed n'est pas la seule, même si pour l'instant c'est une option non viable qui attend le jour où le pouvoir du président sera remis en cause. C'est comme si l'on préparait tous les outils dans la voiture pour

**« Les jeunes ne semblent pas s'intéresser à ce qu'il advient de la Constitution ou au fait que le taux de participation aux élections soit faible, mais plutôt à leur liberté individuelle, au fait d'avoir une base économique pour commencer... et tout cela est un terreau qui peut accroître leur colère »**

le jour où il y aura une panne, quand l'occasion de changer se présentera. Et peut-être que le fait d'avoir une alternative viable, sera un élément qui pourrait amener le changement.

### **Dans cette situation d'impasse, comment fonctionne un centre de recherche sur les transitions politiques ?**

Nous essayons de maintenir la dynamique démocratique qui ne doit pas mourir dans la société civile, parmi les avocats, les médias, les universitaires... les ponts que nous construisons avec l'État, avec les juges, le Ministère de l'Intérieur, les organismes indépendants... nous continuons à investir dans ces dynamiques. Nous n'avons pas cessé de critiquer et de condamner le système, de produire des rapports pour dire que nous existons et que nous avons une autre vision, un projet démocratique pour le pays mené par la société civile, parce qu'en 10 ans, nous n'avons pas eu un seul homme politique démocratique. En Tunisie, il n'y a pas eu de roi d'Espagne, de Vaclav Havel, de Lech Walesa, de Mandela, c'est un projet mené par la société civile qui a été récompensée par un prix Nobel. Malgré les divisions et les reculs des années Saïed vers moins de démocratie, nous essayons de montrer et de justifier la validité de cette option, parce que c'est celle que la Tunisie mérite.

### **Comment enrayer la répression et l'absence de liberté d'expression dénoncées par différents collectifs de la société ?**

Sans cesser de parler et de communiquer. En ce moment, je sais que je prends un risque en donnant une interview. Il y a des gens en prison pour

moins que ça. Certains d'entre nous essaient de ne pas succomber à la peur. C'est un système où l'arbitraire s'est installé, nous ne vivons pas dans un État de droit. La Tunisie, c'est le chaos et il n'y a plus d'arguments pour le justifier. Il faut prendre ces risques, refuser le changement de lois contre la société civile, le discrédit du populisme... Certaines associations ont quitté le pays. Mais la Tunisie a été un refuge pour beaucoup originaires des pays oppresseurs comme l'Égypte, la Libye, l'Algérie, qui partent maintenant aussi par peur des services secrets. Les ONG internationales envisagent également de partir ou ont un plan B... la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a déjà quitté le pays.

### **Quel est le rôle des jeunes ?**

La plupart d'entre eux ne s'intéressent pas à la démocratie publique, mais à leur liberté. Beaucoup d'entre eux estiment qu'ils n'ont pas eu de liberté au cours des 12 dernières années, mais c'est une vision exagérée parce qu'ils n'ont pas vécu sous Ben Ali, et ils ne réalisent pas qu'ils vont maintenant découvrir ce qu'est la répression des libertés, avec une police qui jouit de l'impunité. Les jeunes ne semblent pas s'intéresser à ce qu'il advient de la Constitution ou au fait que le taux de participation aux élections soit faible, mais plutôt à leur liberté individuelle, à leurs initiatives, au fait d'avoir une base économique pour entrer sur le marché du travail... et tout cela est un terreau qui peut accroître leur colère et leur frustration contre le système, même s'il est vrai aussi que beaucoup d'entre-eux sont satisfaits. Ils ne se rendent pas compte que sous Ben Ali, Facebook était interdit... ils n'ont pas vécu un régime répressif, qui provoque la confrontation avec le pouvoir./